

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 04 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GUYOT ENVIRONNEMENT**

190 rue Monjuret de Kerjegu  
29200 Brest

Références : UD35/2025-460  
Code AIOT : 0005520933

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement GUYOT ENVIRONNEMENT implanté Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle des ICPE et d'un changement d'exploitant réalisé en 2024. Elle fait suite à l'inspection menée en 2024 et aux constats établis. Elle tient également compte d'un porter à connaissance envoyé par l'exploitant en août 2024, pour lequel une demande de compléments était restée sans réponse, malgré des modifications importantes annoncées et projetées sur le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUYOT ENVIRONNEMENT
- Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005520933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GUYOT environnement Rennes opère la collecte et le tri de différents flux de déchets, notamment des véhicules hors d'usage, des batteries et autres déchets dangereux et non dangereux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 4.2.6	Demande d'action corrective	2 mois
3	dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.2.1 -2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	nature des installations	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.3.1
6	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.6
8	conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 2.3.4
9	rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.4.1-4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant Guyot environnement a déjà initié la mise en place d'une nouvelle organisation qui affecte les quantités et les types de déchets qu'il accueille et stocke sur son site de Guichen.

Le site est globalement bien tenu et l'exploitant projette plusieurs investissements pour moderniser son établissement.

Cette réorganisation déjà initiée n'est pas sans conséquences vis à vis de sa situation administrative et des risques auxquels il peut être confronté, notamment la maîtrise des effets lors d'un incendie.

Au regard de l'importance des modifications projetées et d'un point de vue réglementaire, le nouvel exploitant doit exposer sa nouvelle organisation et ses nouvelles activités à travers un porter à connaissance exhaustif ou, revenir à la situation initiale autorisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 4.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-après : MES : 35 mg/l ; DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5mg/l ; métaux totaux (pb, cu, cr, ni, zn, sn, cd, hg, fe, al) 15 mg/l ; plomb : 0,5 mg/l ; chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; indice phénols 0,3 mg/l ; cyanures totaux 0,1 mg/l ; AOX 1mg/l ; PCB : 25 microg/l  <b>Constats :</b>  Les résultats d'analyse des « eaux de rejet » concernant le prélèvement du 22/10/2024 présentent des VLE conformes, excepté pour hydrocarbures totaux = 6 mg/l. Il manque également la valeur du pH de l'échantillon et le résultat DBO5 est mentionné « sous réserve car > 24 h ».  Une nouvelle analyse est en commande pour 2025.  Le prélèvement sera effectué par un laboratoire agréé, en sortie du débourbeur / déshuileur, comme vu sur site lors de ce contrôle.  Comme précisé dans le porter à connaissance de l'exploitant reçu le 30/08/2024 par la DREAL, des travaux ont été réalisés dernièrement sur ce bassin afin de revenir à des valeurs conformes.  In situ, le bassin de recueil des rejets aqueux apparaît comme très chargé en matière en suspension.  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection demande à l'exploitant de : > procéder à un prélèvement par un laboratoire agréé en sortie du débourbeur / déshuileur > transmettre à l'Inspection les résultats 2025 en y intégrant la valeur de pH > transmettre à l'Inspection, en cas de dépassement des valeurs limites, un plan d'action qui permette de retrouver des valeurs conformes
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur [...] Elles sont contrôlées au moins une fois par an par une personne compétente. [...]
<b>Constats :</b>  Pour 2025, le contrôle des installations réalisé le 03/03/2025 par la société Dekra est conforme sur l'ensemble des points de contrôle.  Le certificat Q18 correspondant a été mis à disposition de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.2.1 -2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, résistance au feu du bâtiment VHU
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble de la structure est à minima R 15 ;</li><li>- les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ;</li><li>- les murs séparatifs entre une cellule d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sont REI 120 jusqu'en sous face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 10m est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.</li></ul> Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport de la société ICM OUEST réalisée fin 2024 qui concerne l'étude de la structure des bâtiments et des caractéristiques de résistance au feu, notamment pour le bâtiment abritant les ateliers du centre VHU.  Le rapport précise que la stabilité au feu 15 minutes peut être atteinte avec les travaux suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Rajouter des bracons anti-déversement sous les deux pannes intermédiaires ;</li><li>• Les poteaux IPE 240 seront doublés avec un profilé HEA 120 ;</li><li>• Les stabilités manquantes seront remises en place ;</li><li>• Un bouton en TC 120x5 sera rajouté en bas de chaque versant sur la longueur du l'ouvrage ;</li><li>• Les pieds de poteaux seront liaisonnés au sol.</li></ul> L'exploitant a transmis le 17/09/2025 un plan d'investissement en lien avec la réorganisation et la modernisation du site qui inclut à priori la mise aux normes du bâtiment en question. Programmé dans le budget 2015, les travaux doivent être effectués cette année.  In situ, il est également constaté que le bâtiment VHU abrite le stock de batteries entreposées au titre de la rubrique 2718 applicable pour ce site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'Inspection demande à l'exploitant de :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>&gt; procéder à la mise aux normes R15 du bâtiment abritant les VHU et les batteries, en cohérence avec les travaux prescrits dans le rapport d'étude de la société ICM OUEST réalisée fin 2024</li><li>&gt; transmettre à l'Inspection les justificatifs de mise aux normes une fois les travaux effectués</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques et classement
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.2.1 Liste des installations concernées par les rubriques ICPE A - 2791 - Traitement des déchets non dangereux - presse cisaille 145 kW, 80 t/j A - 2718 - Tri-transit de DD - 2 bennes inox de 11 t pour batteries + 3 bennes tampon de 1 t = 25 t E - 2713 - Tri transit de métaux - 1 114 m <sup>2</sup> E - 2712-1 - Traitement des VHU - 770 m <sup>2</sup> DC - 2710-1 - Collecte de DD - 2 bacs de 1 t pour apport de batteries en zone couverte = 2 t
<b>Constats :</b>  L'extraction trackdéchets 2024 observée en salle montre des incohérences pour les volumes de batteries et DEEE stockés sur site.  Pour la rubrique 2718 : 3 bordereaux de suivi (BSD) présentent des valeurs entre 27 et 28 tonnes alors que le site n'est autorisé que pour 25 tonnes.  Pour la rubrique 2710-1 : un BSD de 8,08 tonnes (08/2024) et un autre de 10,78 tonnes (11/2024) sont constatés pour des DEEE, au-delà des 2 tonnes autorisées, en l'absence d'une rubrique 2711 déclarée pour cet établissement. Un autre BSD mentionne en effet des « DEEE dépollués ».  In situ, une réorganisation du site est effective et des DEEE sont présents en grande quantité.  La presse-cisaille est hors service et l'exploitant ne souhaite pas la remettre en fonction.  La surface de ferraille stockée est importante, peut-être au-delà de celle autorisée.  Les batteries sont stockées dans le bâtiment prévu pour les VHU, dans des « géobox » de contenance maximale de 800 kg empilées sur 3 hauteurs.  L'arrêté préfectoral applicable (établi en fonction de l'étude de dangers initiale et non mise à jour) précise que le stockage de celles-ci devraient s'effectuer dans 2 bennes de 11 tonnes. L'exploitant indique qu'il dispose de 50 « géobox » de ce type.  Dans le but de mettre à jour sa situation administrative, l'exploitant indique qu'il transmettra très prochainement un porter à connaissance qui annule et remplace celui du 30/08/2024 ; dossier que l'Inspection a instruit et pour lequel elle a demandé des compléments qui ne lui sont pas parvenus.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois un porter à connaissance qui précise clairement les modifications apportées et projetées dans le but de régulariser la situation du site.  Dans le cas contraire, l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour revenir à la situation initialement autorisée par l'arrêté préfectoral applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, réalisation du plan de défense

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.[...]

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
  - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
  - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
  - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
  - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
  - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
  - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
  - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
  - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

**Constats :**

A ce jour, le plan de défense incendie est cours de réalisation.

Un document générique applicable au niveau du groupe Guyot environnement a été projeté en salle. Il est à contextualiser pour les 25 sites du groupe et sera communiqué au Service départemental d'incendie et de secours pour avis.

L'exploitant précise que le plan d'investissement 2025 pour le site de Guichen permettra une déclinaison concrète de ce plan de défense, avec mise en place de caméras thermiques par exemple.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



**L'inspection demande à l'exploitant de :**

**> Transmettre à l'Inspection le plan de défense incendie applicable pour le site de Guyot Environnement situé à Guichen**

**> Justifier dans ce plan et in situ, d'un accès spécifique adapté pour le SDIS en cas de sinistre**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 mois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. [...] Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
<b>Constats :</b>  Un exercice d'évacuation du site en cas d'incendie a été réalisé le 18/05/2025. Il a fait l'objet d'un compte-rendu projeté à l'écran le jour du contrôle.  Les non-conformités relevées lors de cet exercice font l'objet d'actions correctives intégrées dans le programme de management QSE du site.  L'exploitant indique par ailleurs que les agents ont été formés à la manipulation des extincteurs. Il s'engage également à former l'ensemble de ces agents à la manipulation des RIA.  Les discussions en salle sur le sujet permettent de s'accorder sur une mise en œuvre prochaine d'un exercice, qui permettra de tester la cohérence et l'efficacité du plan de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
[...] - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100m de cette dernière. (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens de service de secours) ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinctions sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...]

- de robinets d'incendie armés ; [...]

**Constats :**

La borne incendie pour la connexion du SDIS en cas d'incendie est située à plus de 100 m de certaines zones du site par voie praticable et le site ne dispose également pas d'un accès réel pour accueillir le SDIS.

Cette configuration peut de toute évidence être problématique en cas de sinistre. Elle est à mettre en perspective de la réorganisation actuelle et projetée du site qui modifie l'analyse de risques initiale.

In situ, il est constaté que les RIA ne présentent pas d'attestations de contrôle valides pour l'année 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection demande à l'exploitant de :**

> disposer d'un branchement conforme pour le SDIS à une borne distante de moins de 100 m par voie praticable ou bien, de disposer d'une autre solution qui permette de répondre à cette prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation

> disposer d'un accès clairement matérialisé et opérationnel pour accueillir le SDIS en cas de sinistre

> procéder au contrôle des RIA pour l'année 2025

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : conditions générales d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est entouré sur toute sa périphérie d'une clôture bétonnée d'une hauteur minimum de 2,5 mètres
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, il n'est pas constaté de non-conformité pour cette clôture bétonnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 7.4.1-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions et confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, il n'est pas constaté de non-conformité concernant l'imperméabilité du sol des aires et des locaux de stockage qui pourraient engendrer une pollution de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article Art. 8.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesures en place

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiomètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.[...]

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il a mis en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.

In situ, l'exploitant montre une zone dédiée qui permet d'isoler un chargement ayant déclenché ce dispositif ; ceci afin qu'un prestataire intervienne pour effectuer des analyses ou prendre en charge spécifiquement ces déchets.

L'inspection demande au cours du contrôle que l'intégralité de la procédure lui soit transmise afin d'en apprécier la validité vis-à-vis de la prescription applicable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**> L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## Planche photographique



Stock des DEEE



Stock des déchets de ferrailles



Stock des déchets de batteries



Presse-cisaille hors-service



RIA avec étiquette de contrôle datant de 2024



Point de prélèvement en sortie du débourbeur